

## Perspectives économiques du fédéralisme européen (Montreux, 27-31 août 1947)

**Légende:** Réunis à Montreux en août 1947, les militants de l'Union européenne des fédéralistes (UEF) analysent les bénéfices économiques induits par la réalisation d'une fédération européenne en termes de réduction des coûts et d'augmentation des richesses.

**Source:** Union européenne des fédéralistes (sous la dir.). Rapport du premier congrès annuel de l'UEF 27-31 août 1947 Montreux (Suisse). Genève: Union européenne des fédéralistes, [s.d.]. 141 p.

**Copyright:** Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/perspectives\\_economiques\\_du\\_federalisme\\_europeen\\_montreux\\_27\\_31\\_aout\\_1947-fr-4b15bca0-65ec-49b2-962b-3294f236930a.html](http://www.cvce.eu/obj/perspectives_economiques_du_federalisme_europeen_montreux_27_31_aout_1947-fr-4b15bca0-65ec-49b2-962b-3294f236930a.html)

**Date de dernière mise à jour:** 23/10/2012

## Perspectives économiques du fédéralisme européen (Montreux, 27-31 août 1947)

Les avantages économiques du fédéralisme ne sauraient être trop surestimés dans le cas de l'Europe.

Tout d'abord, si une fédération ne supprimait pas toutes les charges militaires, elle en diminuerait considérablement le coût. Ce gain dans le cas de l'Europe ne doit pas être à notre avis très éloigné de 25 % de son revenu national réel.

Par ailleurs l'abandon de la politique de planification autoritaire intérieure que rendrait possible et que nécessiterait même l'instauration de l'union fédérale doit permettre d'obtenir à notre avis une amélioration du revenu national réel de l'ordre de 50 % par rapport à la situation actuelle.

Enfin la haute division internationale du travail que permettrait dans le cadre de l'Europe la libre circulation des biens, des capitaux et des hommes permettrait certainement de réaliser, à condition qu'aucun obstacle ne vienne la restreindre, un gain d'au moins 100 % du revenu national réel actuel.

Au total, on peut estimer que notre niveau de vie se trouverait multiplié par un coefficient compris entre 2,5 et 3 et qu'il se rapprocherait par là même sensiblement des niveaux de vie américains actuels.

Naturellement un triplement du niveau de la vie ne pourrait être atteint que lorsque les adaptations nécessaires auraient eu le temps de se produire et on peut estimer qu'il faudrait pour cela une dizaine d'années. Même avec un tel délai on pourrait ainsi compter sur une amélioration annuelle de l'ordre de 20 %.

Ces chiffres sont considérables, mais à notre avis ils sont largement sous-estimés.

En fait, le fédéralisme européen par les immenses possibilités économiques qu'il offrirait redonnerait une vitalité que nous ne pouvons qu'entrevoir à des populations actuellement accablées d'un morne désespoir. Il renouvellerait et décuplerait l'esprit d'invention et d'entreprise, et les ressources presque inépuisables d'intelligence de l'Europe seraient utilisées à plein.

La situation démographique et industrielle dominante qu'aurait alors l'Europe dans le monde lui permettrait par ailleurs de rendre sa vie économique indépendante de tout secours extérieur. Loin d'avoir à mendier des secours, elle n'aurait qu'à choisir parmi ses créanciers possibles qui se disputeraient ses emprunts.

Pour ces deux raisons la prospérité économique de l'Europe atteindrait certainement des niveaux que nous pouvons actuellement difficilement imaginer.

Tels sont finalement les différents aspects économiques du fédéralisme. Ils sont certainement plus complexes que ne permettrait de le supposer un examen à première vue, mais nous sommes convaincus de l'intérêt majeur qu'il y a pour son avenir à ce qu'ils soient parfaitement aperçus et étudiés.

L'Europe a une carte à jouer, qui est la dernière, mais aussi la plus belle. Elle peut d'un coup échapper à l'anéantissement ou à l'asservissement économique qui l'attendent pour entrer dans une période de prospérité qui laissera loin derrière elle sa prodigieuse ascension du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette chance inespérée, c'est le fédéralisme. Il ne tient qu'à elle d'en profiter dès aujourd'hui. Souhaitons qu'elle s'en aperçoive avant qu'il ne soit trop tard !